



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16381
1er mars 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 29 FEVRIER 1984, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un message émanant de
S. Exc. M. Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères de la République
islamique d'Iran.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de
cette lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Said RAJAIE KHORASSANI

Annexe

Message adressé au Secrétaire général par le Ministre des
affaires étrangères de la République islamique d'Iran

Comme vous le savez, les forces navales des Etats-Unis ont intensifié leur présence dans le golfe Persique et la mer d'Oman depuis quelque temps, et elles ont parfois gêné les mouvements des forces aériennes et navales iraniennes dans les eaux territoriales de la République islamique d'Iran. Le 22 janvier 1984, le Flight Information Center de la Federal Aviation Administration des Etats-Unis a publié un communiqué spécial portant le nom de code "KCNFYN" aux termes duquel les aéronefs survolant la mer d'Arabie au-delà de 20 degrés de latitude nord étaient priés d'entrer en contact avec les navires américains sur une longueur d'onde donnée, faute de quoi ils se trouveraient gravement en danger.

Le communiqué susmentionné est en violation flagrante des principes fondamentaux de la Convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale ainsi que d'autres conventions concernant le droit de la mer. La revendication du droit à la souveraineté sur une partie non précisée des eaux internationales du golfe Persique, de la mer d'Oman et de la mer d'Arabie n'a aucun fondement et n'est pas valable sur le plan juridique.

La République islamique d'Iran juge que le communiqué susmentionné, qui peut être considéré comme une violation de la souveraineté des Etats riverains du golfe Persique et de la mer d'Oman, constitue une menace à la paix et à la sécurité de l'espace aérien et des voies de circulation maritime dans la région. Etant donné la situation particulière qui prévaut dans cette dernière, la République islamique d'Iran réaffirme qu'elle exercera ses droits pour s'acquitter de ses engagements concernant sa sécurité et la protection de ses intérêts nationaux dans les limites de ses eaux territoriales.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République islamique d'Iran,

(Signé) Ali Akbar VELAYATI

